



### Au sommaire de ce numéro

La gauche au défi du productivisme (Geneviève Azam).....	2
Pour la liberté de circulation... des hommes (Nathalie Zanon).....	3
Echo de la journée d'étude du mouvement altermondialiste (Jean-Louis Michniak).....	4
Lu dans la presse.....	5

## Comportement inacceptable des multinationales :

**PHILIPS, un exemple parmi beaucoup d'autres**

*Michel Fenayon*

### IMPORTANT

Dès ce début d'année, renouvelez votre cotisation à ATTAC... et incitez vos amis à adhérer.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.  
Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.  
De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Ce numéro vous a intéressé ?  
Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Le lundi 26 janvier, la multinationale *PHILIPS* a publié ses résultats pour l'année 2008 : le chiffre d'affaires a baissé de 1,5% et s'établit à 26 milliards d'euros; les pertes se sont élevées à 186 millions d'euros soit 0,7% du chiffre d'affaires.

Lors de cette réunion Philips a annoncé deux informations importantes :

- la **suppression de 6000 emplois** dans le monde sur un total de 121 000 soit une baisse de 5% des effectifs ;
- le **maintien du dividende** au niveau de celui de 2007 soit 0,7 euros par action

La suppression des 6000 emplois devrait selon *PHILIPS* permettre une économie annuelle de 400 millions d'euros.

Ce que ne dit pas le communiqué de *PHILIPS*, c'est ce que représente en masse d'argent un dividende de 0,7 euros par action.....et pour cause. En effet il y a, en circulation, 1 143 millions d'actions. Un dividende de 0,7 euros par action représente donc un montant de 800 millions d'euros (1143 x 0,7). Le dividende est pris sur les réserves et vient diminuer les fonds propres.

Le rapprochement de ces 2 chiffres : 400 millions d'économies par la suppression de 6000 emplois, 800 millions versés aux actionnaires, illustre parfaitement le cynisme, l'immoralité du système.

*PHILIPS* a fait le choix, en maintenant le dividende, de protéger les retraités américains à travers leurs fonds de pension actionnaires de l'entreprise, et ceci au détriment de ses propres employés. *PHILIPS* préfère sacrifier ses employés.....c'est scandaleux !

Pour réaliser 400 millions d'économies, il y avait une autre possibilité : diviser par deux le dividende de 2008, c'est-à-dire de ne distribuer que 0.35 euros par action au lieu de 0.7 euros, ce qui aurait représenté une économie de 400 millions d'euros en versement de dividendes. Ainsi les 6000 emplois auraient pu être maintenus.

**Les actionnaires ne pourraient-ils pas se montrer solidaires ?** Ce sont toujours les mêmes qui trinquent, à qui l'on demande des efforts. Ce sont toujours les mêmes que l'on sacrifie.....c'est intolérable !

Les actionnaires ont réagi très positivement à cette double annonce : licenciements et maintien du dividende. Le cours de bourse de *PHILIPS* s'est élevé le jour de l'annonce le lundi 26 janvier à 24.28 euros en augmentation de 5.5% par rapport au cours de la veille alors que l'indice des valeurs technologique a reculé de 0.7% le même jour.....c'est écoeurant !!!

Lorsqu'une entreprise fait faillite, l'argent qui reste est réparti entre les différents créanciers. Avec cet argent on paie d'abord les créanciers dits « *super-prioritaires* », ce sont les employés. Ensuite, s'il reste de l'argent, on le répartit entre les créanciers dits « *prioritaires* » ce sont : l'Etat, les organismes sociaux et les fournisseurs ayant des garanties (hypothèques par exemple). S'il reste encore de l'argent on paie alors les derniers créanciers c'est-à-dire les fournisseurs sans garanties et les actionnaires.

Il serait logique que cette hiérarchie, ces priorités, soient respectées lorsqu'une entreprise a des difficultés ou prévoit d'en avoir. La première économie à faire est de baisser, voir supprimer, les dividendes payés aux actionnaires. Il faut donc interdire les licenciements, les plans sociaux à toute entreprise qui verse des dividendes. Les salariés doivent être prioritaires sur les actionnaires, non seulement lorsque l'entreprise est en faillite mais également avant, lorsqu'elle prévoit des difficultés.

**Pas de plan social, pas de licenciements si des dividendes sont versés !**

Sources : <http://www.philips.com/about/investor/index.page>  
<http://fr.news.yahoo.com/2/20090126/tbs-philips-annonce-6-000-suppressions-d-f41e315.html>  
<http://www.france24.com/fr/20090126-pays-bas-philips-supprime-postes-emplois-chomage>

QUESTIONS QUI FACHENT. La croissance est-elle en soi réactionnaire ? La prise en compte de la nouvelle donne écologique doit conduire la gauche à rompre avec l'imaginaire productiviste. [ce texte du 27 septembre 2007 est toujours d'actualité].

Les difficultés de la gauche dans son ensemble sont souvent analysées à partir du basculement d'une partie de la gauche social-démocrate et de ses élites dans le social-libéralisme, dans l'accompagnement consentant ou résigné des politiques néolibérales. Nous ne revenons pas sur cet aspect déjà largement développé, qui s'est cristallisé au moment de la tentative de constitutionnalisation des politiques néolibérales en Europe et de son refus par une « gauche antilibérale ».

C'est cette gauche-là, aujourd'hui divisée et éparpillée, qui est à la recherche d'un socle de principes, de repères, de propositions, capables d'affronter la dissolution des valeurs qui l'ont constituée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et de combattre l'adhésion d'une part des catégories populaires à l'idéologie néoconservatrice. Mais le label « antilibéral », sans compter les ambiguïtés qu'il contient, ne saurait suffire à reconstruire ces repères communs.

Entre autres, **il reste un non-dit, un point aveugle, celui du productivisme**. Ce dernier consiste à faire de l'augmentation continue de la production et des richesses matérielles un absolu, une finalité indiscutable, quels que soient le contenu de cette production et la manière de l'obtenir. Dans sa version « écologisée », il nourrit l'espoir d'une croissance « verte » avec l'utilisation de technologies propres et la croyance dans les possibilités infinies de substitution du capital naturel par du « capital humain » ou du capital technique.

Cette idéologie a trouvé un ancrage à gauche, car elle semble s'accorder avec l'espoir d'une émancipation sociale et politique par le travail et la production de richesses, une fois les problèmes de propriété et de redistribution résolus. Elle s'accorde également avec une philosophie de l'histoire qui voit dans le développement des forces productives le sens du progrès et la possibilité de l'arrachement à tous les déterminismes. Le combat contre l'invocation des « lois naturelles » de l'histoire et la naturalisation des rapports sociaux, fondements essentiels du libéralisme économique qui conduisent à la justification des inégalités sociales et des différentes discriminations, est un combat juste et plus que jamais nécessaire.

Mais il a souvent conduit, par extension, à la négation de toute autonomie de l'environnement naturel par rapport à l'histoire humaine et sociale, et à l'oubli qu'il ne peut y avoir de vie sociale durable qui ne se préoccupe de son habitat. Il a parfois même conduit à ranger l'écologie au magasin des accessoires réactionnaires. Le pas fut franchi d'autant plus aisément que cette négation conforte l'idéal cartésien de maîtrise et de domination de la nature comme principe de constitution de l'humanité, et l'idéal positiviste confiant au progrès scientifique la mission de résolution des grands problèmes qui se posent à cette humanité.

**La forte croissance d'après-guerre a favorisé l'idéal social-démocrate de correction des inégalités par la redistribution de la richesse monétaire.** La croissance devient alors une condition de la justice et un objectif politique premier. Et il est vrai que, dans les années 1950-1960, dans les pays riches, la forte croissance a permis une réduction des inégalités monétaires. C'était l'époque euphorique de la croyance en la possibilité d'une croissance illimitée des richesses matérielles. C'est précisément à cette époque, en 1955, que l'économiste Simon Kuznets suggère un lien entre la croissance économique mesurée par le revenu par habitant et les inégalités : au-delà d'un certain seuil, la croissance économique s'accompagnerait de la réduction des inégalités. Le consensus autour de cette proposition fut quasi général, même si, pour les sociaux-démocrates d'alors, ce lien ne saurait se réaliser spontanément, et nécessite l'action correctrice et redistributrice de l'État.

Une fois la crise advenue au tournant des années 1970, la croissance économique fut de nouveau promue comme objectif politique central, majorant encore la confusion funeste entre les élites politiques et les dirigeants économiques, déjà analysée par Rosa Luxembourg dans son essai sur l'impérialisme. Une part de la gauche a mis dans le libre-échange généralisé, la globalisation et la déréglementation financière l'espoir d'une croissance retrouvée. Alors que, depuis les années 1960, les conséquences écologiques de la croissance, la gigantesque consommation de ressources énergétiques et minérales qu'elle occasionne sont devenues des préoccupations publiques et scientifiques, la gauche, dans sa majorité, les a ignorées. Le rapport Meadows du Club de Rome en 1972 (Halte à la croissance), le sommet de Stockholm des Nations unies en 1972 (Nous n'avons qu'une Terre), le rapport Brundtland sur le développement durable en 1987 ont témoigné d'une nouvelle sensibilité planétaire aux questions environnementales, sans toutefois irriguer significativement la pensée de gauche.

Cette dernière reste en effet marquée par la priorité donnée à la résolution de la question sociale. C'est l'écho, même lointain et diffus pour certains, de l'analyse marxiste des contradictions du capitalisme : il s'agit d'abord de s'attaquer à la contradiction principale, le rapport capital-travail, et les solutions aux contradictions secondaires, comme la destruction des bases naturelles des sociétés, découleront mécaniquement de la résolution de la première. Cette posture rejoint finalement celle des économistes libéraux, qui font de l'environnement naturel le cadre externe du déploiement de la production, et des problèmes environnementaux des externalités à gérer après coup.

Alors que, dans les années 1990, maints rapports scientifiques sonnent l'alarme, notamment pour le climat, la courbe de Kuznets, liant croissance et réduction des inégalités, fut étendue à l'environnement : la croissance économique, mesurée toujours par le revenu par habitant, après avoir occasionné des dégâts écologiques, franchirait un seuil au-delà duquel les pollutions tendent à diminuer. Selon ce schéma, contesté depuis et construit à partir de quelques polluants, les produits écologiques font partie des biens dont la demande augmente avec le revenu : il valide scientifiquement l'idée que les problèmes environnementaux sont des problèmes de luxe, qui ne sauraient concerner la part majeure de l'humanité. Il n'en fallait pas plus pour se rassurer devant les craintes de la pression écologique que pourrait provoquer l'extension du mode de développement occidental à l'ensemble du monde et pour s'exonérer des mesures à prendre dans les pays riches.

L'explosion des inégalités à l'intérieur même des sociétés riches et en croissance, et entre les sociétés du Nord et celles du Sud, l'exclusion d'une masse croissante de personnes et leur rejet dans les périphéries du système, tout comme la globalité de la crise écologique et l'irréversibilité de certaines destructions, rendent ces schémas caducs. **La sortie de la crise par toujours plus de croissance de la richesse monétaire, fût-elle verte, relève de l'incantation** et ne saurait mobiliser les énergies comme ce fut le cas après guerre. L'absurdité de cette logique, qui se heurte à des limites physiques, est patente : si notre destin continue à résider dans toujours plus de production et de consommation, les économies réalisées dans un domaine sont reportées dans un autre, et la pression sur les ressources ne diminue pas, voire augmente. C'est l'effet rebond.

**Si nous prenons toute la dimension des transformations actuelles du capitalisme**, de ses possibilités d'extension à travers notamment les industries biotechnologiques, des nouvelles formes de colonisation de la nature, du vivant et de nos représentations, **ce n'est pas seulement le travail qui se trouve enchaîné à la mécanique prédatrice du capitalisme, mais l'ensemble des conditions de la vie et de sa reproduction**. La profondeur et l'accélération des destructions écologiques, le sacrifice de générations entières d'exclus rendent impératives la mobilisation et la mise en oeuvre de véritables projets politiques qui articulent les questions sociales et écologiques. Les morts de l'amiante, les réfugiés climatiques, les paysans spoliés par la marche forcée de l'agriculture productiviste, les victimes de la sécheresse en Afrique et de l'utilisation des pesticides aux Antilles, et tant d'autres, ne sont pas seulement les victimes de l'exploitation du travail. Ils sont les victimes d'une instrumentalisation sans limites de la nature, de sa soumission à la logique du profit et d'un imaginaire capitaliste selon lequel notre destin, en tant qu'humains, est d'augmenter sans cesse la production et la consommation.

C'est la prégnance de l'idéal productiviste qui a pu faire basculer une partie de l'électorat populaire dans le piège du « Travailler plus pour gagner plus » et de la « France qui se lève tôt ». Combattre aujourd'hui l'idéologie néoconservatrice et l'attrait qu'elle peut exercer sur des couches sociales fragilisées et sans repères suppose de ne plus considérer l'environnement comme le cadre extérieur des activités humaines, mais bien comme le support de toute activité humaine. Et, précisément, c'est là que **l'écologie** peut être **subversive**, car elle **montre très concrètement l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et la vie des êtres humains**.

**Une seule voie est raisonnable : le retour progressif vers la liberté de circulation et d'établissement.** Les frontières fermées, les cartes d'identité, les passeports, les cartes de séjour, tout cela, c'est relativement récent. C'est arrivé après la première guerre mondiale, alors que montaient les nationalismes, comme en témoigne Stephan Zweig dans le texte cité en fin d'article.

**Supprimons les visas** car ils sont discriminatoires. Aujourd'hui, une partie de l'humanité (originaires des pays du nord) peut pratiquement circuler et s'établir librement sur notre planète, tandis qu'une autre partie de l'humanité (originaires des pays du sud) n'a pas cette liberté. Abolissons ce privilège infâme et rendons à tous les hommes la liberté de circulation. La Terre appartient à tout le monde. La liberté d'aller et venir est la plus ancienne des libertés. C'est ce qui distinguait jadis les hommes libres des esclaves et des serfs qui étaient attachés au domaine de leurs maîtres.

Certes, comme toute liberté, la liberté de circulation pourra être aménagée, comme la liberté de circuler dans les rues de notre ville est règlementée par la signalisation routière. Des dispositifs incitatifs pourraient proposer aux gens de s'inscrire afin que leur arrivée soit prévue, ceux qui ne s'inscriraient pas pouvant venir néanmoins mais sans bénéficier de ces avantages. Un système de parrainage pourrait généraliser les expériences réalisées avec bonheur ici et là, notamment au moment des régularisations massives de 1997 : Chaque étranger serait pris en charge par une collectivité territoriale ou une association.

**Cette liberté de circulation doit se préparer,** notamment par une éducation populaire qui lutte contre la peur irrationnelle de l'autre et qui efface les fantasmes et préjugés provenant de toutes ces années où dominèrent les discours populistes et xénophobes. Malheureusement, la France commence à avoir une longue tradition d'inhospitalité derrière elle. Faut-il rappeler le pogrom d'immigrés italiens à Aigues-Mortes le 16 août 1893, le mauvais accueil réservé en leurs temps aux Belges, aux Polonais, aux Espagnols ? Le point de vue optimiste, c'est que l'intégration a toujours triomphé et que, avec le recul, personne ne conteste la contribution des Français issus de l'immigration à la richesse de la nation.

Outre ce changement de mentalité, il faudra aussi prendre le temps de se concerter avec les pays de départ et avec les autres pays de l'Europe. Tout cela ne peut se faire en un jour.

Cela dit, **dès aujourd'hui, la France pourrait prendre des mesures pour rétablir les étrangers dans leurs droits :**

- **dépénaliser le séjour irrégulier.** Il est aujourd'hui considéré comme un « délit » (!), passible de 3700 euros d'amende et trois mois de prison. Chaque année, de 3000 à 5000 personnes sans papier séjourneraient dans les prisons françaises à ce titre qu'il est urgent de retirer purement et simplement du Code pénal. En attendant que la liberté de circulation soit totalement rétablie, les séjours irréguliers pourraient devenir passibles de contraventions.
- **fermer les centres de rétention et les zones d'attente,** et utiliser simplement l'assignation à résidence.
- **motiver chaque refus de visa,** ce qui permettra des recours devant les tribunaux, recours qui devront être suspensifs. Actuellement, l'attribution d'un visa est un acte régalien qui, sauf cas particulier, est pratiquement arbitraire...
- **abroger les réglementations sur le regroupement familial.** En France, le droit au mariage est un droit constitutionnel, confirmé par la Convention européenne des droits de l'Homme. Il n'y a donc aucune raison de soumettre les étrangers à des dispositions particulières.

**Le titre de séjour général doit être la carte de 10 ans,** contrairement à la politique actuelle qui tend à en restreindre l'attribution. Aujourd'hui, l'étranger arrivant avec une carte de séjour d'un an qui gêne terriblement son intégration et qui le maintient en situation de précarité. Comment signer un bail de trois ans quand on ne peut présenter à son propriétaire qu'une carte de séjour d'un an ? Comment obtenir un CDI avec une carte de séjour d'un an ? Comment obtenir un emprunt dans une banque avec une carte de séjour d'un an ? Comment faire des projets, s'installer, quand on n'a pas d'horizon devant soi ?

L'arrivée de gens que nous n'avons pas eu à former et qui sont remplis de détermination, de courage (ceux qui émigrent sont les plus dynamiques) et d'envie de réussir, c'est une chance formidable pour le pays, pour notre économie et pour notre société !

*« Rien peut-être ne rend plus sensible le formidable recul qu'a subi le monde depuis la Première Guerre mondiale que les restrictions apportées à la liberté de mouvement des hommes et, de façon générale, à leurs droits. Avant 1914, la Terre avait appartenu à tous les hommes. Chacun allait où il voulait et y demeurait aussi longtemps qu'il lui plaisait. Il n'y avait point de permissions, point d'autorisations, et je m'amuse toujours de l'étonnement des jeunes quand je leur raconte qu'avant 1914 je voyageais en Inde et en Amérique sans posséder de passeport, sans même en avoir jamais vu un. On montait dans un train, on en descendait sans rien demander, sans que l'on ne vous demandât rien, on n'avait pas à remplir une seule de ces mille formules et déclarations qui sont aujourd'hui exigées. Il n'y avait pas de permis, pas de visas, pas de mesures tracassières ; ces mêmes frontières qui, avec leurs douaniers, leur police, leurs postes de gendarmerie, sont transformées en un système d'obstacles, ne représentaient rien que des lignes symboliques qu'on traversait avec autant d'insouciance que le méridien de Greenwich.*

*C'est seulement après la guerre que le national-socialisme se mit à bouleverser le monde, et le premier phénomène visible par lequel se manifesta cette épidémie morale de notre siècle fut la xénophobie : la haine ou, tout au moins, la crainte de l'autre. Partout on se défendait contre l'étranger, partout on l'écartait. Toutes les humiliations qu'autrefois on n'avait inventées que pour les criminels, on les infligeait maintenant à tous les voyageurs, avant et pendant leur voyage. Il fallait se faire photographe de droite et de gauche, de profil et de face, les cheveux assez courts pour qu'on pût voir l'oreille, il fallait donner ses empreintes digitales (...).*

*Tout cela paraît de petites choses sans importance (...). Mais avec toutes ces absurdes « petites choses sans importance », notre génération a perdu un temps précieux : quand je fais le compte de tous les formulaires que j'ai remplis ces dernières années (...), puis des heures passées dans les salles d'attente des consulats et des administrations, des fonctionnaires que j'ai eus en face de moi, aimables ou désagréables, ennuyés ou surmenés, des fouilles et des interrogations qu'on m'a fait subir aux frontières, quand je fais le compte de tout cela, je mesure tout ce qui s'est perdu de dignité humaine dans ce siècle que, dans les rêves de notre jeunesse pleine de foi, nous voyions comme celui de la liberté, comme l'ère prochaine du cosmopolitisme. Quelle part de notre production, de notre travail, de notre pensée nous ont volées ces tracasseries improductives en même temps qu'humiliantes pour l'âme ! (...)*

*Quand nous nous trouvions réunis, nous qui commentions naguère les poèmes de Baudelaire ou discutions des problèmes d'un esprit passionné, nous nous surprenions à parler d'autorisation et d'affidavits (...). Constamment, nous étions censés éprouver, de notre âme d'être nés libres, que nous étions des objets et non des sujets, que rien ne nous était acquis de droit, mais que tout dépendait de la bonne grâce des autorités. Constamment nous étions interrogés, enregistrés, numérotés, examinés, estampillés, et pour moi, incorrigible survivant d'une époque plus libre et citoyen d'une république mondiale rêvée, chacun de ces timbres imprimés que mon passeport reste aujourd'hui encore comme une flétrissure. »*

*Stephan Zweig, Le monde d'hier. Souvenir d'un Européen, éd Belfond.*

Journée co-organisée par ATTAC, samedi 17 Janv. 2009, à Paris 19ème ( Espace Niemeyer , Place Colonel Fabien ) .

Intéressant moment de réflexions et vives et nombreuses discussions, montrant aussi l' hétérogénéité des points de vue sur certains sujets abordés par les participants concernant le Forum social mondial à Belèm (Brésil) , fin Janvier.

Interventions de: Thomas Coutrot (Attac) , Elisabeth Gauthier (Espaces Marx) , Marc Mangenot (Fondation Copernic), Bernard Cassen (Mémoire des luttes) , Pierre Khalifa (Solidaires) , Gus Massiah (Cedetim) .

*Dans l'assistance, j'ai eu le plaisir de saluer notamment deux amis d' ATTAC 92, Raymond et Guy, ainsi que Henri Weber, député européen P.S. affirmant, à juste raison, l'importance de la bataille idéologique et soulignant que " le néolibéralisme n'était nullement défait . . . c'est le genre de cadavre qu'il faut tuer plusieurs fois ! . . . " .*

Sur plusieurs thèmes, il y a deux types d'approche : les tenants de mesures progressives (dont je fais partie) et les adeptes du "radicalisme ultra" , voire du "tout ou rien" ...

Je pense qu'il faut surtout être constructif et s'efforcer aussi de travailler avec tous les Partis politiques proches de notre "vision générale" , car ils peuvent eux aussi contribuer à faire bouger les choses en tant que pouvoir législateur (par le biais de l'ensemble de tous leurs élus !) . Naturellement, l'expérience citoyenne montre que le changement par les lois n'est pas toujours suffisant, sans une mobilisation de l'opinion publique !

Quelques idées ou questions qui ressortent des débats :

- le mouvement altermondialiste est jeune (10 ans, env.), soyons donc patients! Il est perfectible.
- il n'y a pas que les ouvriers , employés et salariés qui sont exploités, il y a beaucoup de "dominés" ( à différents degrés) et autres victimes du Capitalisme ;
- la confrontation politique de classe est-elle en train de remplacer la lutte des classes ?
- la crise écologique est-elle de la même ampleur que la crise sociale ?
- il ne faut laisser le débat central sur l'altermondialisation uniquement entre les mains des économistes , fussent-ils de progrès !
- tenter de concilier l'activité économique et l'exigence du respect de l'environnement : des syndicalistes de la Métallurgie (secteur de l'Automobile) agissent pour imposer un véhicule propre, tout en réfléchissant à la nécessaire évolution des Transports , à moyen terme ;
- tout faire pour combattre le chômage, véritable "bombe sociale" lorsqu'il s'accroît, sans autre horizon de mieux-être pour une partie de la population se sentant "abandonnée" à sa condition misérable ; l'histoire nous enseigne que le fait de n'avoir rien (ou pas grand-chose) à manger ne pousse pas forcément les gens vers des choix de solutions démocratiques ;
- dans bien des domaines, il est préférable d'opter pour une certaine progressivité (donnant le temps de la réflexion et de l'adhésion du plus grand nombre) plutôt que le schéma : "table rase et penser après à construire" ! Toujours s'appuyer sur la situation réelle , rarement . . . simple ;
- dans cette bataille pour un monde meilleur , plus solidaire, qui est de nature idéologique , il faut pour être convaincant être simple, clair, et . . . crédible ;
- il y a eu parfois des interrogations sur les moyens à mettre en oeuvre pour piloter les dossiers d'intérêt général (les grands équipements , les grands travaux, etc.) , quelques doutes sur les grands corps de l'Etat , au vu de leur fonctionnement actuel , "trop influencés par le néo-libéralisme" !
- la puissance publique nationale et européenne , par exemple, si le fonctionnement est optimisé, peut être un outil de tout premier ordre pour des constructions d'intérêt collectif, pour la population en général, si l'on prend les précautions nécessaires . . . anti-bureaucratiques, anti-corporatistes.

Comme d'autres, je pense que la question du choix des personnes devant occuper des postes-clés pour conduire et appliquer un programme politique (issu d'un projet démocratiquement validé) est cruciale . Etre le chantre d'un plan politique "formidable" n'est pas suffisant, n'est pas une garantie contre de possibles et futures dérives ou pratiques abominables, odieuses , véritables trahisons des engagements militants de départ . J'ai d'ailleurs fait un brève intervention à ce propos .

On a trop vu dans le passé et, hélas, dans le présent, les cas (tragiques, voire monstrueux) de dirigeants , militants actifs, brillants, devenus des dictateurs corrompus, menant leur pays à la ruine, à la catastrophe. Un contrôle démocratique , continu, constructif des actions des autorités est absolument vital . La population doit toujours être vigilante avec les outils "institutionnels" adaptés .

Dans la sphère politique, il y a également la dimension anthropologique à ne pas négliger, comme le faisait remarquer fort justement Patrick Viveret .

Enfin, une remarque encourageante de participants à ce colloque : en Amérique latine, plusieurs gouvernements expérimentent les projets du Mouvement Social Mondial: ils s'en inspirent tous, même si ce n'est que partiellement ! Mon souhait double : que ce mouvement planétaire quitte son "statut" de nébuleuse , et que toutes les associations qui veulent sortir l'humanité du "capitalisme casino" et des atteintes à l'environnement resserrent leurs liens pour agir plus efficacement .



## Lu dans la presse

### Les altermondialistes sont confortés par le succès du Forum social mondial.

A Belem, au Brésil, du 27 janvier au 1<sup>er</sup> février, **133 000 personnes** ont brassé expériences et idées. Il s'agit de la plus forte fréquentation depuis la création du rassemblement des altermondialistes, à Porto Alegre (Brésil) en 2001.

142 pays étaient représentés. 491 organisations européennes ont formé la plus grosse délégation continentale après celle de l'Amérique latine.

5 800 associations issues de la société civile ont organisé 2 300 ateliers autour d'une dizaine de thèmes, parmi lesquels la construction d'une économie solidaire et durable, le monde dans une perspective post-capitaliste, la préservation de l'environnement, etc.

A Belem, pour que soit préservée l'Amazonie, les organisations écologistes ont réclamé la rupture avec un modèle de développement qui conduit à la transformation de la forêt en pâturages ou en zones de monoculture intensive du soja. Elles ont plaidé pour une agroforesterie capable d'exploiter les ressources de la forêt sans la détruire. Des expériences sont déjà en cours, comme dans l'Etat d'Acre, à la frontière bolivienne, où le gouvernement a choisi de valoriser sa « forêt debout ».

A côté de toutes les pistes de réflexion, Belem aura aussi été l'occasion de constater la vitalité de l'économie solidaire sur la plupart des continents.

« Nous offrons une autre perspective sur la crise en montrant qu'il existe des alternatives à un capitalisme en faillite », a lancé M. Grzybowski en clôturant le Forum.

Rendez-vous a été pris le 28 mars à Londres, quelques jours avant la réunion du G20, où les altermondialistes espèrent renouer avec les grandes manifestations qui ont fait leur succès.

*(Le Monde, 3 février)*

### La RN 13 qui relie Paris à la défense en traversant Neuilly-sur-Seine devrait être prochainement couverte en totalité.

Le projet, défendu par Jean Sarkozy, a un coût exorbitant de 840 millions d'euros. Pendant ce temps, les voitures continueront de passer à hauteur des fenêtres des habitants du 93. *(Alternatives économiques, février 2009).*

### Contre la suppression du juge d'instruction

par **Eva Joly**, ancienne magistrate (*Le Monde*, 15 janvier)

Monsieur le Président,

Supprimer le juge d'instruction ne constitue pas une simple réforme de notre système pénal, mais porte atteinte au plus haut de nos principes, celui de la **séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir politique**. Votre discours ne mentionne **aucune garantie d'indépendance pour les enquêtes**. Ce silence, dans un domaine qui constitutionnellement vous échoie, porte la marque du stratagème politique.

Mais le verbe haut et toute la rhétorique du monde ne suffiront pas pour convaincre les Français qu'un parquet soumis aux instructions du ministre constitue une meilleure garantie pour le justiciable qu'un juge indépendant. Vous affirmez que notre pays est marqué par une tradition de "rivalité" entre le politique et le judiciaire. La rivalité n'est pas du côté des juges, elle est le fruit de la peur des politiques.

Vous pensez que la légitimité politique prime sur tous les pouvoirs. Or c'est précisément pour contenir le désir de toute-puissance qui s'empare naturellement des gouvernants que les Lumières ont forgé le concept de séparation des pouvoirs. John Locke l'a observé justement : "C'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites." Il ne fait pas bon en France incarner une de ces limites. Plus d'un magistrat en France peut en témoigner.

Qui peut encore croire que le juge d'instruction est "l'homme le plus puissant de France" ? Certainement pas vous, Monsieur le Président. **L'homme le plus puissant de France, c'est vous. Vous avez le pouvoir de faire saisir un tribunal arbitral qui attribue 285 millions d'euros à un de vos soutiens [allusion à l'affaire Tapie, NDR]. Vous avez le pouvoir de déguiser une grâce individuelle à un préfet dévoyé en grâce collective.**

Le spectacle de l'impunité.

A de rares exceptions, **en matière financière, il n'y a plus que des enquêtes préliminaires, et des dossiers bouclés dorment dans les tiroirs**. La liste des enquêtes non effectuées est impressionnante :

- les soupçons de corruption à l'encontre de Christian Poncelet, ex-président du Sénat ;
- les flux financiers allégués de Jacques Chirac au Japon ;
- les fortunes apparemment mal acquises des présidents africains placées en France ;
- le rôle supposé de la BNP Paribas dans les montages corrupteurs au Congo-Brazzaville et Congo-Kinshasa.

La justice aurait dû enquêter pour crever l'abcès. Elle ne l'a pas fait, laissant se répandre le poison du soupçon et le spectacle de l'impunité. **Une justice dépendante, c'est une justice qui n'ouvre pas d'enquête lorsque les faits déplaisent au pouvoir**. Rappelez-vous du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961. Il n'y eut jamais aucune enquête ! Aucune condamnation ! Parce que le parquet ne le jugea pas opportun.

Est-ce cette face-là de la justice qu'il faut faire ressortir au XXI<sup>e</sup> siècle ? Le juge d'instruction est le fruit de notre histoire. Il n'existe pas ou a disparu en dehors de nos frontières. Il peut évidemment être supprimé, mais à condition que **sa disparition entraîne davantage de démocratie et non davantage d'arbitraire**. Peu importe qui mène les enquêtes pourvu que les magistrats soient préservés des pressions ; **pourvu que les investigations puissent être conduites, ne soient pas étouffées dans l'oeuf**.

Vous voulez confier les enquêtes au parquet ? Cela se peut, mais il faut alors **rendre le parquet indépendant de votre pouvoir**, ce qui, vous en conviendrez, n'a guère été votre choix. Les contempteurs des juges d'instruction affirment qu'il est impossible d'instruire à charge et à décharge. Si le parquet enquête, il héritera du même dilemme. A moins que vous n'ayez l'intention d'accorder aux avocats un pouvoir d'enquête... **Non seulement la justice sera aux ordres, mais elle deviendra inégalitaire, à l'image de la justice américaine**.

En somme, **vous aurez pris le pire des deux systèmes : l'arbitraire et l'inégalité**. Face à un projet qui foule aux pieds l'idéal de 1789 d'égalité des citoyens devant la loi, face à **une réforme qui risque de transformer notre pays en République oligarchique**, à la solde de quelques-uns, **j'appelle les Françaises et les Français épris de justice à la mobilisation contre votre projet**.

## Agenda

**19 février Colombes Comprendre la crise financière pour les nuls...expliquée par un nul !!**  
*conférence-débat*  
avec **Michel Fenayon** (président d'ATTAC 92)  
**modérateur : Bernard Kervella** (membre du conseil scientifique d'ATTAC)  
20 H30 A la salle de la vie associative, 32, Boulevard des Oiseaux

Comment est-il possible que du fait qu'un « latinos » de la banlieue de Los Angeles ne peut pas rembourser son prêt immobilier, l'emploi d'un salarié d'Alcatel à Grenoble est menacé ??

Un nul en économie et finance à essayer de comprendre la logique, l'enchaînement diabolique qui mène de l'un à l'autre en se concentrant sur l'essentiel.....et sans être Bac+5 en économie et finance !!!!

Puis nous essayerons de voir les conséquences dramatiques de cette crise

Pour se rendre à la salle : Train : Gare St Lazare, descendre à Colombes, prendre la rue Saint Denis, prendre la deuxième à droite (rue de gauche)

*Prochains débats* : ATTAC : 0147811155, [bkervella@orange.fr](mailto:bkervella@orange.fr)

Le Jeudi 19 mars 2009 : Les lobbyings européens Bernard Blavette membre du CA d'Attac 92

Le jeudi 16 avril 2009 : les nanotechnologies Bernard Kervella membre du Conseil scientifique d'Attac

**5 mars Montrouge L'école, conférence-débat avec Pierre Fouilhoux (à confirmer)**

20 H 30, Maison des Associations (salle 15), 105, avenue Aristide Briand, métro porte d'Orléans. La rue Aristide Briand est la N20.

---

**Consultez le site Internet d'Attac 92** : [www.local.attac.org/attac92](http://www.local.attac.org/attac92) Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92 [web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org)

### Organisation d'ATTAC 92

**Siège social**: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet**: <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Bernard Blavette.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)

---

### Bulletin d'adhésion 2009

NOM (en capitales) : .....PRENOM : ..... Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : .....Profession : .....

Adresse : .....Code postal : .....Ville : .....Pays : ..... Téléphone fixe : .....

..... Mobile : .....

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) : .....

**J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2009 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :**

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

---

**Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes**

Responsable de la publication : Michel Fenayon ([mfenayon@wanadoo.fr](mailto:mfenayon@wanadoo.fr))